Optimisme et réalisme

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4103>

DOI : 10.4000/rea.4103

ISBN : 978-2-8218-0890-4

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2010

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Optimisme et réalisme », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 97 | juillet 2010, mis en ligne le 13 juillet 2010, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4103>

Optimisme et réalisme

« *L'Allemagne est de retour ! Au plan sportif, mais aussi économique et politique* ». C'est ainsi que s'ouvrait le discours de politique économique générale tenu le 1^{er} juillet au Bundestag par le ministre fédéral de l'Economie, Rainer Brüderle. La *Mannschaft* est performante au Mondial de football, la République fédérale a un nouveau président, et la sévère Bundesbank se montre optimiste, prédisant une croissance de 1,9 % pour l'année en cours. Le PIB pourrait même croître de 2,3 %, à en croire la DIHK, la Fédération allemande des CCI. Après une dure année 2009 qui avait vu le PIB chuter de 4,9 %, le soleil est de retour : commerce extérieur, production industrielle, investissements, emploi, inflation, consommation – tous ces indicateurs sont bien orientés.

Certes, c'est peu pour compenser l'écart, mais depuis ce printemps, la reprise mondiale s'affermir et tire à nouveau l'économie allemande. C'est la demande des pays émergents qui est la plus dynamique, celles des Etats de l'UE étant tassée par la remise en ordre des finances publiques dans la plupart d'entre eux. Or les économies est-européennes et, plus encore, l'Asie du sud-est recherchent de plus en plus ces biens d'investissement de qualité supérieure qui sont la spécialité de l'industrie allemande, ce qui est de bon augure pour l'activité. « *Les entreprises allemandes récoltent maintenant les fruits de ce qu'elles avaient commencé très tôt à développer des stratégies intelligentes pour aborder de nouveaux marchés* », se félicite R. Brüderle (communiqué du 23 juin) dont le ministère avait lancé en mars une Initiative de soutien au commerce extérieur (*Außenwirtschaftsinitiative*) proposant aux entreprises un portail Internet, sorte de guichet unique pour renforcer la visibilité et l'efficacité des mesures existantes. Actuellement, la parité €/€ est favorable, ajoutant un soupçon de compétitivité-prix à la classique compétitivité hors prix des exportations allemandes ; mais elle renchérit les importations, notamment de produits pétroliers et de matières premières. Or l'Allemagne est vice-championne du monde des exportations et des importations à la fois, se plaît à rappeler le ministre fédéral de l'Economie.

« *Sous la poussée des exportations, l'économie allemande sort de la crise* », résumait la DIHK en présentant le 15 juin les résultats de l'enquête conjoncturelle menée auprès de ses membres. Résolument optimistes, les entreprises investissent non plus seulement pour remplacer ou moderniser leurs équipements, mais aussi pour accroître leurs capacités. Dans l'ensemble, elles ne rencontrent en effet guère de difficultés d'accès au crédit bancaire, soulignent la Bundesbank comme l'indicateur créé ad hoc par l'institut ifo. Le médiateur du crédit bancaire du gouvernement fédéral, qui a pris ses fonctions le 1^{er} mars, se montre pour sa part moins affirmatif, car avec le retour de la croissance, les PME qui avaient résisté à la récession en puisant dans leurs fonds propres devront maintenant s'adresser aux banques pour le financement de leurs investissements. Or non seulement les banques auxquelles s'appliquent dorénavant des critères de solvabilité plus sévères risquent de se montrer plus restrictives, mais le système des banques publiques auquel recourent majoritairement les PME est en pleine restructuration. Bien que celle-ci ne concerne que les *Landesbanken*, et non les acteurs de proximité que sont les *Sparkassen*, ces dernières pourraient voir leurs marges de manœuvre réduites. Pour l'instant, ces craintes semblent exagérées, tant le regain des investissements est manifeste dans l'industrie chimique, les technologies médicales et l'automobile, ainsi que dans la construction mécanique qui a vu ses entrées de commandes augmenter de 61 % en mai (VDMA).

Depuis le début de l'année en effet, les commandes sont en hausse dans l'ensemble de l'industrie : +30 % en mars/avril par rapport aux deux mois précédents (+6,7 % par rapport à la même période 2009 ; sur l'ensemble de cette année, elles avaient chuté de 21,7 %). Cette reprise concerne les commandes étrangères (+32,9 % par rapport à janvier/février) aussi bien que les commandes domestiques (+26,6 % ; BMWi, rapport de juin). « *Le semestre d'été 2010 sera placé sous le signe des effets de rattrapage dans le BTP et l'industrie* » conclut pour sa part la Bundesbank dans son rapport de juin. Car le BTP connaît un regain d'activité au sortir d'un hiver particulièrement rude : les commandes ont crû de 10,7 % entre mars/avril et janvier/février. La construction industrielle est tirée par le renouvellement ou l'extension des capacités, les travaux publics par les programmes conjoncturels qui déploient maintenant leurs effets, et la construction de logements profite *a contrario* du manque de confiance des investisseurs privés dans les placements financiers – la pierre reste, en Allemagne aussi, une valeur sûre.

La reprise se répercute sur le marché de l'emploi au point que la presse invoque un « *miracle* ». En juin, le nombre de chômeurs recensés par l'Agence fédérale pour l'emploi est tombé à 3,153 millions – le niveau d'avant la crise mondiale. C'est beaucoup mieux que ce

Le redémarrage des exportations se confirme

Hausse de l'investissement

Bonne tenue des activités dans l'industrie et le BTP

Seulement 3,153 millions de chômeurs

que craignaient les experts ; et d'ici la fin de l'année, ce nombre pourrait tomber en-dessous de 3 millions, pronostique l'Agence. Depuis 4 mois consécutifs en effet, le chômage ne cesse de reculer, plaçant désormais le taux de chômage à 7,5 % (à 7,1 % selon les critères OIT). Certes, le recours au chômage partiel y a largement contribué (il concerne toujours 613 000 salariés, essentiellement dans l'industrie), mais aussi la hausse de l'emploi intérimaire (+22,7 %, soit 115 000 postes en un an). L'évolution des embauches dans ce secteur, indicateur précoce de reprise, est orientée à la hausse depuis l'automne 2009 ; actuellement, une offre d'emploi sur trois émane des sociétés d'intérim.

La consommation reste stable

Dans ce contexte de remarquable stabilité de l'emploi, et sur fond de faible inflation (+0,8 % au premier trimestre, +1,1 % en avril/mai ; Bundesbank), les ménages ont bon moral. Certes, la consommation ne progresse que faiblement depuis plusieurs mois, et le commerce de détail n'a enregistré d'avril à mai qu'une hausse de 0,4 % en valeur réelle. Mais c'est là le contre-coup de la prime à la casse qui a vidé les bas de laine. Et si l'alimentation reste le parent pauvre, les Allemands consomment plus de biens durables : les ventes de mobilier, d'appareils ménagers et de produits de bricolage/outillage ont progressé en valeur réelle de 4,9 % en un an (contre -2,4 % pour le chiffre d'affaires total du commerce de détail ; Destatis). Quant à l'indice GfK, il révèle une humeur dépressive en juin, probablement un effet du Mondial de football... Cela dit, interrogés sur leur pouvoir d'achat, les Allemands semblent plus prudents, redoutant notamment une hausse des prélèvements (le gouvernement fédéral vient de décider de faire passer les cotisations maladie de 14,9 % du salaire brut à 15,5 %). Leur incertitude se manifeste aussi dans un taux d'épargne qui devrait s'établir à 11,5 % en moyenne sur l'année (Bundesbank).

Légère hausse des salaires réels

Du côté des salaires, la modération reste de mise : les salaires réels ont progressé de 0,8 % au premier trimestre (Destatis) ; cette hausse après une baisse de 0,4 % au trimestre précédent reflète la tendance au retour à la normale de la productivité horaire, mise à mal durant la récession par le recours massif à l'ensemble des outils de flexibilisation dans les entreprises. Sur la base des conventions signées pour cette année, les salaires tarifaires devraient augmenter de 1,5 % sur l'ensemble de l'année (Bundesbank). Dans l'industrie et les services, le salaire brut moyen mensuel s'établit à 3 178 € ; dans la banque et l'assurance, ainsi que les TIC, à 4 224 et 4 212 €. Les rémunérations les plus faibles sont versées dans l'hôtellerie : 1 914 € (Destatis).

LE PLAN DE RIGUEUR ALLEMAND NE METTRA PAS EN DANGER LA REPRISE. Présenté le 7 juin, le projet de programmation budgétaire du gouvernement fédéral pour la période 2011/14 prévoit des économies estimées à 81,6 milliards € au total. Pour ne pas brider l'essor de la production ni de la consommation, toute augmentation des impôts a été exclue d'emblée, bien que l'institut DIW, par exemple, plaide pour une hausse de la TVA (à 25 %). La Cour des comptes fédérale de son côté prône plutôt, dans son rapport du 28 juin, une remise à plat du « régime opaque et contradictoire » des taux réduits de TVA ou des exonérations qui se traduit par un manque à gagner de 20 milliards € par an.

Axé au contraire sur la réduction des dépenses publiques (elles atteignent cette année 319,5 milliards € ; ministère fédéral des Finances), ce plan prévoit surtout de réduire celles du ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales dont le budget accapare la moitié des dépenses du Bund, alors qu'en 1990, sa part s'élevait à peine au tiers. L'hypertrophie de l'Etat social est le principal frein qui bride la croissance structurelle de l'économie allemande. Les entreprises quant à elles (à part les électriciens et les banques) sont largement épargnées. « *Tout ce qui risque de réduire la propension des entreprises à créer de nouvelles opportunités pour l'emploi doit être évité* », explique R. Brüderle, car « *la hausse de l'emploi dynamise la consommation et ainsi la demande intérieure* » (communiqué, 30-06).

L'Allemagne travaille à sa stratégie de sortie de crise pour 2011. L'économie n'a plus besoin du 'parapluie' de l'Etat. Non seulement le constructeur Opel s'est vu refuser le soutien demandé, mais dans son discours de politique générale, R. Brüderle annonçait la suppression à la fin de l'année du *Deutschlandfonds*, créé au plus fort de la crise pour soutenir les entreprises. Sur les 115 milliards € de prêts et garanties prévus, un petit quart seulement a été utilisé. « *La stimulation de la demande intérieure financée à crédit ne doit pas s'inscrire dans la durée et finir par s'assimiler à une drogue* » souligne le ministre fédéral des Finances, Wolfgang Schäuble (*Handelsblatt*, 24-06). L'Allemagne préfère une « *consolidation durable* », visant plutôt, grâce à des finances publiques saines, à « *soutenir le potentiel de croissance futur en préservant, voire développant les investissements dans la formation/éducation et la recherche* ». Et de fait, c'est le seul domaine dans lequel le gouvernement fédéral projette une hausse des dépenses. C'est ainsi que la politique préserve la confiance des acteurs économiques, désormais priorité des priorités pour soutenir la reprise.

Isabelle Bourgeois (05-07-2010)